

L'enfant a-t-il seulement le droit d'être trucidé au dernier jour de la grossesse ?



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 08 octobre 2020

Source [Le Salon Beige] Valeurs Actuelles publie [une tribune](#) de Robert Ménard en forme de coup de gueule contre l'inversion des valeurs.

Extraits :

Nous vivons l'inversion. L'inversion des valeurs. Nous vivons la tête en bas. Les délinquants récompensés, les victimes accusées, les « sans-papiers » régularisés en masse, les squatteurs protégés, choyés, les pompiers caillassés, les mineurs non accompagnés qui ne sont pas mineurs, le droit des gens, le droit des animaux, le droit des choses peut-être, tout s'est fondu en un magma incandescent (...)

L'ascension, imparable, du droit des animaux. La chute, brutale, dans un puits sans fond, du droit des enfants (...)

On ouvre les cages des animaux sauvages, on libère les dauphins, on veut interdire la chasse, la chasse à courre devient du fascisme rural. L'humanité doit se repentir, à tout prix, c'est l'ère des chatons qui pullulent sur le Web, le miaulement de fin du monde d'une société Walt Disney. L'animal n'est plus qu'un être positif, un sourire, un nounours gentil de dessin animé. Il a des droits, même la crevette, même le moustique, une ribambelle de droits. Comme jamais. Au même moment, le petit d'homme a reçu celui d'être trucidé au dernier jour de la grossesse. Au dernier jour. Celui d'avant le premier cri. Dans la quasi-indifférence de l'Assemblée nationale. Avec la bénédiction de la quasi-totalité des médias.

Nous sommes la tête en bas, comme le nouveau-né qu'on peut désormais supprimer en un geste. Oui, grâce à cette nouvelle loi sur l'Interruption Médicale de Grossesse, l'avortement est devenu mécanique, un avortement sans discussion, jusqu'au bout. Et même sans doute après ? Que vaudra vraiment la vie d'un être humain après cette loi de boucherie ? Qui pourra encore échapper longtemps à l'étal glacial où l'on posera le bout de chou rayé du monde parce que la mère justifiera d'une « détresse psychosociale » ou parce que l'enfant avait « un défaut » ?

Pour les enfants qui auront évité la mort, la « loi » a déjà réservé une autre surprise : on a flingué papa. Bon, il y aura encore un relent de papa en arrière-cuisine, sans doute pour quelques temps, mais la Macronie a mijoté une gastronomie plutôt exotique. Le bébé pourra naître au milieu de deux mamans, ou trois qui sait. Il vivra ses premiers mois au cœur d'un troupeau, au sein d'une famille pansexuelle pourquoi pas ? Le papa n'est plus qu'une option (...)

Pendant que le dauphin n'aura plus à faire le clown avec un ballon à Marineland, l'enfant n'aura plus le droit à une famille normale. Oui, je sais, ce terme défrise le camp du Bien, mais j'assume. Un père et une mère, tant pis si ça dérange. C'était bien le droit le plus basique pour un bébé. Autant que celui de vivre, même avec un handicap. Mais tout cela, ils s'en foutent. Entre les écolos qui ne veulent pas avoir de gosse pour diminuer leur bilan carbone et les marchands de PMA qui pensent déjà au fric qu'ils vont palper,

l'avenir est sombre pour les enfants. On entre dans l'ère de l'ironie : quand Macron supprime législativement le père, il offre « le congé paternité » étendu à 28 jours ! Et pense, dit-il, « à ces enfants qui ont besoin de leur papa ». Sinistre plaisanterie.

Le processus est enclenché. Et on ira toujours plus loin. Parce que, sauf exceptions, droite et gauche ont déjà la tête en bas depuis longtemps. L'ère de l'euthanasie décomplexée parachèvera la grande inversion. La vie humaine finira en bas de l'échelle, écrasée sous le pied des experts du Bien. Mais les tigres ne seront plus en cage.